

Editorial

Parce que "tu ne possèdes pas la terre de tes ancêtres, tu l'empruntes juste à tes enfants", cet adage indien donne encore à réfléchir en ce début 2006 .

Nos instances publiques s'étaient fixées quinze ans en 1991 pour trouver une solution pour le stockage des déchets radioactifs HAVL (Haute Activité Vie Longue). Un autre proverbe «A chose faite point de remède » se vérifierait il encore aujourd'hui? Force est de constater qu'aucune solution recevable pour l'élimination de ces déchets n'a été trouvée à ce jour, cela reste encore du domaine de la recherche mais une solution devrait être apportée dans le courant de l'année 2006. La SEIVA se penchera sur le sujet via une conférence publique dans le mois de Septembre.

Le centre de Valduc est concerné par les déchets de moyenne activité vie longue, évacués à Cadarache. Le nouveau magasin MM05, plus gros chantier de la Région Bourgogne, est quand à lui dédié au stockage de la matière noble (U et Pu utilisés à des fins militaires).

Nos actions passeront cette année par des visites du centre, des conférences tout public et bien entendu des réunions de travail où vos interrogations seront débattues: tout semble sous contrôle mais quels sont les volumes de matière concernés, le coût et l'efficacité en terme de sûreté de ce mode de gestion ?

Quelle est notre perception du centre de Valduc? Voila une autre question actuellement posée à notre comité scientifique, récemment élargi à la sociologie. L'enquête sous forme d'un questionnaire menée par un étudiant actuellement dans les villages environnants devrait nous préciser vos interrogations, vos angoisses, vos doutes, vos reproches vis-à-vis du CEA.

A coté de cela, la SEIVA n'oublie pas son principal objectif vis-à-vis de l'environnement : Contrôler de manière **indépendante** les rejets nucléaires et chimiques du centre de Valduc. Jusqu'alors nos analyses étaient effectuées sur des aliments et de l'eau, le travail d'un stagiaire à l'Université de Besançon nous a permis d'élargir notre panel aux mesures dans l'air à l'aide d'un système portatif et autonome. Ce numéro 20 vous présente aussi brièvement les conclusions d'une commission économie de la SEIVA sur le positionnement du CEA de Valduc vis-à-vis des normes en qualité. Vous attendez certainement aussi les conclusions officielles données suite à l'exercice de crise de novembre 2005.

Enfin, une petite lucarne s'ouvre : le CSMV, partie militaire de l'enceinte de Valduc, jusqu'alors resté dans l'ombre nous éclaire sur ses activités.

Bonne lecture avant le prochain dossier «Savoir et Comprendre» relatant le chemin parcouru par la SEIVA en10 ans.

Eric FINOT
Président de la SEIVA



Photo : Nicolas Favet,
architecte de la chaufferie paille

CONFERENCE

Mardi 28 Mars 18h30

« Risque nucléaire et conséquences de Tchernobyl »

Laurent Bocénot, sociologue à l'université de Caen
Amphi DROUOT – 35 rue Chabot Charny à Dijon

Sommaire

Page 2 :

- 8^{ème} campagne
d'analyse de la
radioactivité : les
résultats.

- Analyse de tritium dans
l'air

Page 3 :

- Exercice de crise à
Valduc : débriefing et
conclusions.

- Nouvelle plaquette PPI.
- Communication sur le
CSMV.

Page 4 :

- Stages et
conférences 2005.

Page 5 :

- SEIVA actualités :
commissions,
AG,
budget 2005,
calendrier 2006.

Page 6 :

- Valduc actualités :
chaufferie paille,
magasin matière,
PNB,
incidents.

8^{ème} campagne d'analyse de la radioactivité : les résultats 2005

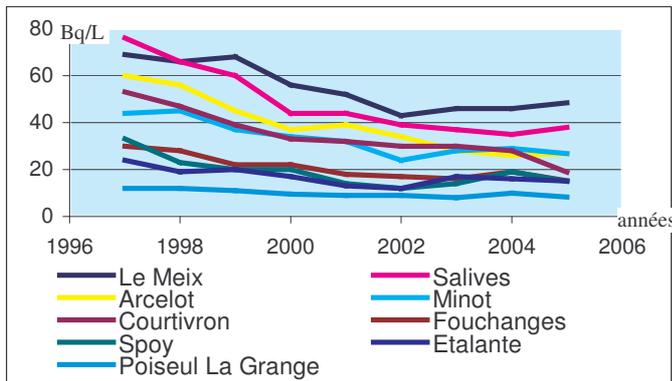


Analyse de l'eau de consommation :

❖ Analyse de l'activité tritium

En 2005 la SEIVA a poursuivi sa campagne d'analyse des eaux potables sur les 9 points de référence habituels. Les échantillons ont été analysés respectivement par les laboratoires du CEA et un laboratoire indépendant : le LMN (Laboratoire de Microanalyse Nucléaire) de Franche Comté à Besançon. **Les résultats sont similaires**, à quelques incertitudes près !

Ci contre la courbe d'évolution depuis 97 : **seule l'activité tritium de l'eau de Courtivron a nettement diminuée en 2005.**



❖ Analyse complète sur l'eau de Courtivron :

Comme tous les ans, une analyse plus complète est effectuée sur l'eau d'un village.

Ainsi des radioéléments tels que le potassium, le césium, le radium ont été recherchés dans l'eau de Courtivron : Aucune activité significative n'a été mesurée au dessus de la limite de détection de l'appareil. Les activités « alpha global » et « bêta global » sont inférieures aux valeurs guides recommandées par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), respectivement de 0.1 Bq/l et 1 Bq/l (les résultats d'analyses sont de 0.025 Bq/l et 0.087 Bq/l). **Il faudrait consommer 730 litres d'eau par jour pour dépasser les limites de potabilité de l'eau** fixées par l'OMS.

Analyse des pommes et pommes de terre :

En Septembre 2004, la SEIVA a prélevé chez les habitants des villages de Salives, Lamargelle et Auxonne, des pommes et pommes de terre. Les activités en tritium dans ces fruits et légumes mesurées à l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) sont environ 30 fois supérieures à Salives (30.4 Bq/Kg) qu'à Auxonne (1 Bq/Kg). Aucune réglementation définissant une limite



de kilos de ces fruits et légumes par jour pour que la radioactivité ingérée engendre des risques sur la santé. Mais restons prudent pour ces très faibles doses, l'effet sur l'organisme reste inconnu et la sensibilité aux radioéléments varie suivant les individus : une femme enceinte ou un enfant peut-être plus fragile.



Analyse de tritium dans l'air : la SEIVA va réaliser ses propres mesures !

Afin d'être plus performante et attentive aux rejets tritiés effectués par le centre, la SEIVA souhaite effectuer ses propres mesures afin de connaître la radioactivité du tritium atmosphérique dans l'air.

Ainsi, au cours de l'année 2005, l'association a accueilli un stagiaire Ivan MOREL, étudiant à l'ESIREM de l'Université de Bourgogne. L'objet de son étude était la mise au point d'un système de prélèvement d'eau tritiée dans l'air avec la création d'un prototype. Celui-ci est constitué d'une pompe autonome sur batterie qui aspire l'air à travers un desséchant absorbant d'humidité (le gel de silice).

Le système a été testé sur les villages d'Echalot et de Salive (direction des vents dominants).

Puis en laboratoire, le gel de silice est régénéré. L'eau tritiée absorbée par le gel est désorbée et peut ainsi être analysée par scintillation liquide au LMN (Laboratoire de Microanalyse Nucléaire) de Franche Comté à Besançon.

Après quelques analyses et recherches supplémentaires, le prototype pourra être opérationnel pour les besoins de la SEIVA.

Le rapport de stage d'Ivan Morel est disponible à la SEIVA



« Ce stage a enrichi ma formation d'ingénieur en matériaux de notions sur l'environnement et la radioactivité. Il m'a également été bénéfique du point de vue des contacts que j'ai pu établir autant avec le LMN-AC de Besançon qu'avec le CEA de Valduc. »

En 2006 : les analyses se poursuivront au niveau des 9 points de référence et une analyse complète se fera sur l'eau d'Etalante.

Enfin le miel des environs de Valduc sera comparé à celui d'un apiculteur du Jura.



Exercice de crise à Valduc : Débriefing et conclusions

Suite à la lettre Savoir & Comprendre "CRISATOMENAT" du mois de Décembre, la SEIVA se devait de vous tenir informés du bilan sur l'exercice de crise. Ainsi, voici les points marquants qui font suite au débriefing de la préfecture du 31/11/2005.



Points marquants positifs :

- ❖ La majorité de la population s'est mise à l'abri et s'est prêtée à l'exercice.
- ❖ Les appels de l'automate ont été validés à 70%. Il s'est substitué à la radio pour l'information de la population. Pour l'alerte, Valduc peut mettre à disposition un véhicule de diffusion d'alerte.



Points marquants négatifs

- ❖ Peu d'intérêt porté par la presse écrite après l'exercice : **aucun communiqué !**
- ❖ L'audibilité des sirènes n'a pas été satisfaisante et ce, particulièrement à l'école de Léry. Les sirènes sont testées le mercredi, jour de fermeture de l'école! Des dispositifs supplémentaires seront étudiés (liaison interne sirène/école...). Un nouveau pôle scolaire devrait être opérationnel pour la rentrée 2007 et prendra en compte la situation de crise.
- ❖ Actuellement, **aucun dispositif de ravitaillement** n'est prévu dans l'enceinte de l'école dans le cas où la situation de mise à l'abri serait longue. Ainsi l'école doit se munir de réserves en eau et alimentation.
- ❖ Au niveau du fonctionnement **des centres de décontamination**, il a été noté un manque d'expérience des équipes médicales pour ce type d'événements. Des exercices de coordination à dominante pédagogique, entre SDIS/SAMU et CEA seront organisés.



Remarques/ questions

- ❖ Les temps d'intervention des différentes équipes sont à relativiser compte tenu du long temps de préparation de l'exercice (1 an à l'avance) et de la préparation de certaines équipes avant le déclenchement des sirènes. Il faudrait au moins **multiplier les temps d'intervention par deux dans le cas d'un réel accident**. Dans ce contexte, **un exercice en temps réel, et sans prévenir la population n'est il pas à envisager ?** Il faudrait immobiliser et mobiliser les personnes et les unités d'intervention pendant 3 jours, précise le directeur du centre. Certaines parties de l'exercice pourraient cependant être jouées en temps réel.... A suivre !
- ❖ La sortie d'exercice n'a pas été jouée. Les notions de contamination, d'exposition et de regroupement de la population ont été de nouveau examinées et précisées dans le PPI.

Réunion publique le 02 février à l'école de Lamargelle

A la demande des villageois, une réunion de débriefing a été organisée. Cependant, et à la grande déception des organisateurs et de Monsieur Chevallot (maire de Lamargelle), elle n'a rassemblé que 25 personnes dont seulement 10 villageois de Lamargelle et aucun de Léry !!

Au vu du nombre de participants, il semblerait que la population ne soit pas intéressée par le déroulement et les conclusions de l'exercice !

Mais « on est tellement habitué au Valduc » confie un villageois,

Une nouvelle plaquette PPI Plan Particulier d'Intervention

Le plan spécifique de secours, élaboré en 97 puis révisé en 2002, a été modifié par arrêté préfectoral du 23 01 2006 suite aux conclusions de l'exercice de crise. Il, prendra en compte les activités du CSMV (Centre Spécial Militaire de Valduc), ainsi **la plaquette sera commune : CEA/CSMV**.

Les plaquettes d'information et les affiches sont en cours d'actualisation et seront diffusées dans les communes concernées.

Enfin un brin de communication sur le CSMV !

Contexte

Suite à l'arrêté d'octobre 2004, le préfet a créé une Commission d'Information (CI) auprès du CSMV visant à informer la population riveraine sur l'impact local des activités nucléaires, sur la santé et l'environnement, dans la mesure où les sujets proposés ne portent pas sur les éléments confidentiels couverts par le secret de la défense nationale.

A la différence de la SEIVA, aucun public n'est autorisé à assister aux débats présidés par le préfet ou son représentant. L'information des populations doit se faire par le canal des participants à la réunion et notamment par les élus et associations membres dont la SEIVA

Le CSMV (Centre Spécial Militaire de VALduc)

Ainsi, le 20 Décembre à Moly se tenait la deuxième réunion. Le colonel Erchens, commandant de la BA102 de Longvic et responsable du CSMV nous éclairait sur les missions du CSMV

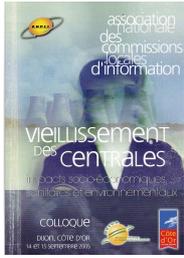
« Implanté sur 32 hectares, le site du CSMV **assemble des éléments de l'arme** (composante aéroportée de la dissuasion) à partir de composants fournis par le CEA. Au retour des armes en fin de vie, **le centre désassemble les éléments** afin qu'ils soient démantelés au CEA.

Aucune modification n'est opérée sur les éléments (type usinage, perçage...). Ainsi **le CSMV ne génère ni déchet ni rejet**.

Le transport des armes par les villages environnant ne fait pas l'objet de communication du CSMV.

Une convention particulière est établie entre la BA102 (qui maintient en condition opérationnelle l'infrastructure) et le CEA ».

Colloque ANCLI/SEIVA : vieillissement des centrales nucléaires et impacts socio-économiques et environnementaux
14/15 septembre à Dijon



Les 58 réacteurs nucléaires français arrivent bientôt en fin de vie. Largement rentabilisés au delà de 30 ans, ils constituent une rente pour EDF de 100 millions d'euros par an. Les rapports techniques présentés par EDF sont plutôt rassurants sur la fiabilité des centrales.

L'EPR (European Pressurized Reactor) viserait à moyen terme le remplacement des réacteurs actuels. Les aspects économiques pour la société civile ont aussi été discutés : le démantèlement d'une centrale peut poser de vrais problèmes pour les communes et la population qui ont bénéficié d'une ressource souvent unique, qui, quand elle disparaît, laisse derrière elle des conséquences humaines et financières difficiles.. D'autres inquiétudes subsistent avec la privatisation d'EDF, les propositions éventuelles des nouveaux actionnaires et la gestion des déchets nucléaires.

Gestion des déchets nucléaires à vie longue
3^{ème} entretien Européen – 25/11/05 à Reims

Philippe HERZOG, Président de Confrontations Europe, relevait le manque d'écoute et d'ouverture des Français aux bonnes pratiques des autres européens. Il a déploré la conception du processus législatif qui prive les citoyens et les communes de leur choix et de leur responsabilité et il invite les acteurs à penser à la gestion des déchets nucléaires comme un **nouveau départ pour un développement industriel dynamique.**

Le choix du site pris en 2006 semble se polariser sur Bure du fait de l'absence de culture industrielle (proximité du champagne !), la région peut-être une « nouvelle terre de vie ».

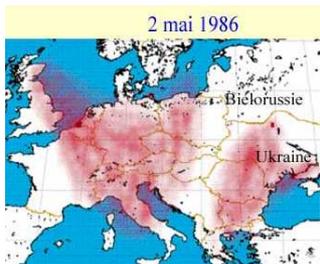
Le Comité Scientifique de la SEIVA pour sa part organisera une conférence à Dijon en Septembre 2006 pour débattre de ce sujet suite aux décisions prises par l'Assemblée Nationale au printemps prochain.
ENEZ NOMBREUX POUR APPORTER VOTRE POINT DE VUE.



Michel CARTIER, Pdt du Comité

Rencontres nucléaires et santé : Tchernobyl 20 ans après
19/01/06 à Paris

3 membres de la SEIVA ont participé à un très enrichissant colloque sur les causes et conséquences de Tchernobyl : 20 ans après, l'accident est encore très présent dans les esprits des citoyens Français et pour cause : du 1 au 5 mai 86, le nuage ne s'est pas arrêté à la frontière mais il a bien traversé la partie Est de la France !



Les zones les plus touchées ont été : **le Jura, la Corse, les Vosges et les Alpes du sud.** La dose individuelle reçue par ces populations a été estimée entre 0,1 et 0,4 mSv (rappelons que la dose individuelle moyenne due à la radioactivité naturelle en France est de 2,4 mSv par an). En France, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, on ne peut pas certifier que les cancers de la thyroïde sont uniquement dus à Tchernobyl.

En Biélorussie, en Ukraine et en Russie, un excès de cancers de la thyroïde a été, en revanche, mis en évidence chez les jeunes enfants (x 200 par rapport à la moyenne mondiale).

Emmanuelle COMTE, chargée de mission de la SEIVA



Parole aux stagiaires

2005

« L'an passé, la SEIVA m'a accueillie pour réaliser un **stage sur les rejets radioactifs gazeux du centre de Valduc** (hors tritium). Malgré la courte durée de cette expérience, j'ai pu acquérir des connaissances pratiques sur le monde du nucléaire.

La recherche des risques potentiels des éléments radioactifs sur la santé a été la partie la plus importante mais également la plus intéressante de mon stage. Certes ceux-ci sont impressionnants aux premiers abords, mais ils n'apparaissent que pour de hautes concentrations de la radioactivité.

Je regrette donc de ne pouvoir participer à des études complémentaires pour connaître le risque réel encouru par la population, au regard des concentrations rejetées par le centre de Valduc.

J'ai également eu l'occasion de visiter le centre, qui reste très impressionnant, tant d'un point de vue sécurité, que d'un point de vue diversité des travaux réalisés. »

Le rapport de stage d'Angélique MOROT est consultable sur le site Internet de la SEIVA



La SEIVA à l'écoute de la population 2006

*Les efforts de la SEIVA pour informer au mieux les riverains de Valduc des activités du centre ont-ils porté leurs fruits ? A-t-elle réussi à faire passer un message de transparence et d'impartialité à la population ? Pour le savoir, elle fait appel à un étudiant en master de sociologie de l'université de Dijon, qui a commencé à réaliser une enquête auprès des riverains de Valduc (et accessoirement des dijonnais) sur **le thème de la perception du risque nucléaire.***

"J'ai déjà interrogé deux habitants de Salives, et m'apprête à en interviewer quatre autres. L'accueil a été très chaleureux. Mon enquête concernera également trois autres communes riveraines, Léry, Lamargelle, **Marey sur tille, puis Is-sur-Tille, et enfin Dijon (environ 40 personnes interrogées).**

Mon but n'est pas de savoir si les risques sont objectivement faibles ou élevés, mais ce qu'en pense la population. Je ne cherche pas à influencer d'une quelconque façon ce que les gens pensent, ni à porter de jugements de valeur. J'ai bien entendu mon opinion personnelle sur la question, mais je la mets de côté pendant mon travail. Mon objectif est de dresser pour la SEIVA une photographie des différentes attitudes et opinions vis-à-vis du centre de Valduc, et surtout de comprendre pourquoi telle personne se représente de telle manière le danger réel ou supposé (ou l'absence de danger) qu'elle encourt en tant que riverain plus ou moins proche.

Après, la SEIVA utilisera mon enquête pour mieux comprendre les retombées de son travail d'information, et ce qu'elle doit corriger. Le travail du sociologue n'est pas d'informer, ni de persuader, encore moins de porter de jugement.

L'anonymat des personnes interrogées est respecté, cela fait partie de la déontologie du métier. Cette étude servira à faire mon mémoire de 1^{ère} année de Master, et contribuera ainsi à une meilleure connaissance des phénomènes de représentation du risque par les individus, problématique promise à un bel avenir dans la recherche, du fait d'une aspiration toujours plus grande des citoyens à plus de sécurité et de transparence."

Eric DREVON



Commission Environnement
28/10/05 à Valduc
thème : Incidents / accidents de travail

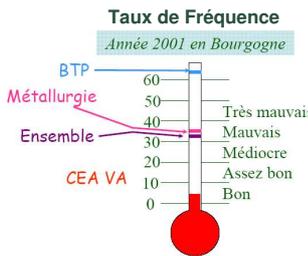
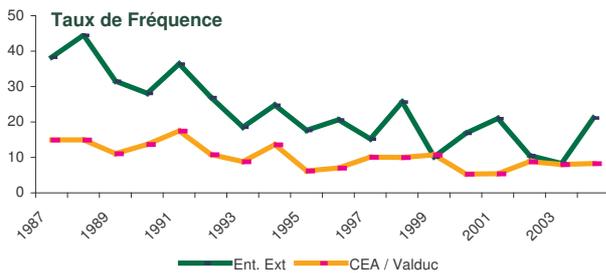
L'objet de cette commission était de faire un état des lieux de la sécurité sur le centre et en particulier sur l'occurrence et la gravité des accidents/ incidents.

Le Taux de Fréquence (TF) se définit par :

$$TF = \frac{\text{nombre d'accidents avec arrêt} \times 1000000}{\text{nombre d'heures travaillées}}$$

Un TF de 10 signifie qu'un agent CEA a une probabilité d'avoir environ deux accidents du travail à Valduc pendant sa carrière.

Le constat est le suivant : en 2004, le TF du personnel CEA reste constant tandis que celui des entreprises extérieures est en hausse, du fait des chantiers en construction sur le centre. Le facteur principal est **l'accident de chute** (escaliers, douche, route...). De nombreuses actions correctives ont été mises en place : plan de déneigement révisé, entretien auprès du directeur si l'arrêt est supérieure à 5 jours, fiche d'amélioration. sensibilisation...



Le CEA Valduc demeure bien en dessous de la moyenne des résultats des autres entreprises (TF < 10 pour le personnel de Valduc - TF > 30 pour l'ensemble des entreprises)

L'après midi, les membres de la SEIVA ont visité l'entreposage des déchets triés.

Sur le centre, les déchets non nucléaires sont pris en charge par **l'entreprise SETEO** (certifiée ISO 14001 en 2005). Monsieur Hervé Gouverneur nous a expliqué le mode de fonctionnement de gestion des déchets.

Assemblée générale
21/12/05 à Moly

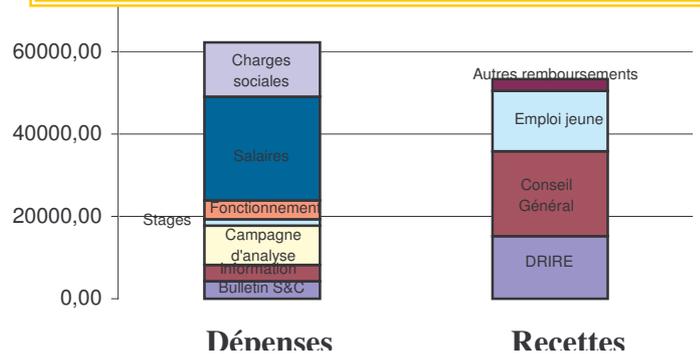
Cette assemblée de fin d'année a été l'occasion de présenter les actions et projets des différentes commissions, analyses et expertises. Le budget prévisionnel de la SEIVA pour l'année 2006, d'un montant de 72150 € a été approuvé.

La Seiva, membre de l'AREB

La SEIVA, membre de l'OREB devient membre de l'AREB : Agence Régional pour l'Environnement et le développement soutenable en Bourgogne.

« Cette mission n'a rien perdu de sa pertinence, mais avec la montée en puissance des enjeux associés aux problématiques environnementales, il devenait nécessaire de l'élargir. Les enjeux environnementaux sont en effet devenus aujourd'hui des enjeux de société, qu'il est désormais indispensable de prendre en compte dans une perspective globale. C'est la raison pour laquelle l'agence s'est donné pour mission de contribuer à un développement soutenable de la Bourgogne, notamment par la prise en compte de l'environnement », précise Jean-Patrick Masson, président de l'AREB

Budget 2005

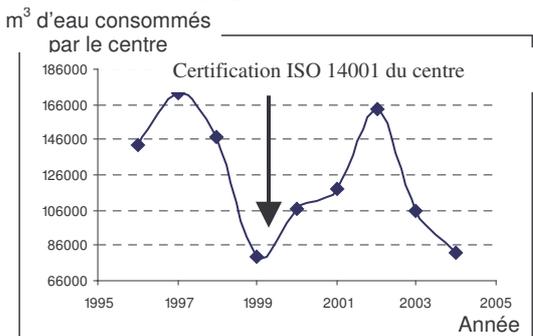


Commission Economie
15/11/05 à Léry
thème : Bilan des impacts de la certification ISO 14001



Les normes ne sont pas des obligations pour les entreprises mais sont **volontaires**.

Elles n'imposent **aucune exigence de seuil** ou de niveau de performance. **L'ISO 14001 concerne le système de management environnemental.** Depuis 1999, Il est mis en œuvre sur tout le site de Valduc, sous traitants compris et concerne les programmes de réduction des consommations d'eau, d'énergie, traitements des déchets...



Sans compter ses besoins personnels, le centre CEA distribue l'eau aux communes de Léry et au hameau de Lochère. Cette consommation a guère évolué au cours des 10 dernières années.

En 2004, la consommation en eau du centre et du village de Léry était équivalente (environ 82000 m³). Aujourd'hui, le centre n'est pas conforme à la réglementation pour distribuer aux différents villages l'eau pompée dans la nappe phréatique.

Calendrier 1^{er} semestre 2006

<u>MOIS</u>	<u>DESIGNATION</u>
Janvier à Juin	Enquête sociologique : Evaluation de la perception du risque autour de Valduc
Février	Publication : n°20 « Savoir et Comprendre »
Mars	Commission Economie : la post-crise (assurances...)
	Visite CEA Valduc 28 mars : Conférence sur la perception du risque nucléaire et Tchernobyl
Avril	Commission Environnement
	Campagne d'analyse des aliments (miel)
Mai	Visite du centre de stockage de l'Aube
	Réunion CA
	Campagne d'analyse des eaux
Juin	Assemblée Générale
	Publication : numéro hors série de la revue « Savoir et comprendre » - bilan des 10 ans de la SEIVA

La chaufferie paille d'Echalot ... a commencé au bois !

La chaîne paille n'étant pas opérationnelle (du fait d'un retard de livraison de l'appareil qui démêle celle-ci et sur recommandation du constructeur), c'est avec le bois des scieries voisines que cette innovante installation a été mise en marche le 20 novembre 2005.

Depuis la mi-janvier 2006, 50% des besoins en énergie du centre de Valduc sont bien fournis grâce à la paille des 10 agriculteurs locaux (dans un rayon de 10km).

La société Agro énergie, créée par Charles et son père Jacques Schneider, fournit 20% des 5500 tonnes /an nécessaires.



La chaufferie a déjà conquis le grand public !

Il y a 3 ans, le directeur de Valduc s'était engagé en pariant sur l'avenir et ... l'augmentation du prix du fuel : pari gagné puisque celui-ci a plus que doublé en 2 ans !

Outre ce gain économique, la chaufferie est une « révolution » en terme d'environnement : elle évite le rejet dans l'atmosphère de 6300 tonnes de CO2 et 29 tonnes de dioxyde de soufre

Le chantier MMO5 (Magasin matière)

L'installation en construction sur le site de Valduc est destinée à assurer, en toute sécurité, l'entreposage des matières nucléaires du centre (plutonium et uranium de qualité militaire qui entrent dans la composition des éléments nucléaires des armes de la force de dissuasion française).

Le magasin en cours de construction vient remplacer des lieux d'entreposage répartis actuellement dans plusieurs installations du centre. Débuté par les terrassements en novembre 2003, le magasin vient d'entrer dans sa phase de test avec l'entrée d'une « maquette froide ».

La fin des travaux est prévue courant du premier trimestre 2006. Suivra une période d'essais et de réglages des installations techniques, en vue d'une mise en service actif du bâtiment à la fin du 1^{er} semestre 2006.

Quelques chiffres :

- budget de 45 millions d'euros
- 7400 m²
- 18000 m³ de béton armé

L'avis du Comité Valduc

(association membre de la SEIVA)

« Le 12 juillet 2005, le gouvernement via le Comité Interministériel d'Aménagement Du Territoire (CIADT) rendait publique la liste des 67 pôles de compétitivité : parmi ceux-ci était retenu le pôle de compétitivité nucléaire en Bourgogne. Ce projet a pour but le développement des réacteurs EPR et des techniques de prolongation de vie des centrales. Depuis cette annonce, les Verts Bourgogne s'opposent à ce projet en ayant toujours préconisé la sortie progressive du nucléaire. Concernant la formation, le pôle de compétitivité nucléaire projette notamment la création de nouvelles filières professionnelles. En terme d'emplois et de formation, nous nous prononçons en faveur de licences professionnelles portant sur la sécurité et la maintenance des centrales, la gestion des déchets et le démantèlement des centrales – celles-ci étant nécessaire dans une perspective de sortie du nucléaire à échéance de 20 à 25 ans ».

Jean-Patrick MASSON, président du comité

Valduc : 2 incidents de niveau 1 en 3 mois !

27 octobre 2005 : lors d'opérations habituelles de tri de colis de déchets, une légère contamination en plutonium a été détectée sur une chaussure d'un des 3 opérateurs (contrôle de premier niveau). Le lendemain, des contrôles complémentaires ont montré une contamination notamment du sol du local ainsi qu'un résultat positif de l'analyse de prélèvement nasal effectué la veille sur l'un des opérateurs.

Mardi 31 janvier 2006 : Dans le cadre d'un exercice d'entraînement, 13 pompiers extérieurs au centre (pompiers du SDIS) manipulent une source radium 226. Lors d'un autocontrôle, ils constatent un frottis douteux et le font aussitôt analysé par un agent de l'équipe radioprotection du centre. Ce dernier commet **une erreur d'interprétation** : il pense trouver des traces de Potassium 40 (présent dans le sel pour déneiger les routes) au lieu de radium 226 ! Rassurés, les pompiers rentrent chez eux.

Le lendemain, l'agent ayant effectué le frottis est en congé. Il réalisera de nouvelles analyses le jeudi. Celles-ci confirment la présence de radium 226. La direction est immédiatement avisée et les actions s'enchaînent très vite : il faut identifier les lieux contaminés, les personnes potentiellement contaminées et leurs trajets, nettoyer les locaux (5 installations concernées), alerter les pompiers et les contrôler.... Cela 2 jours après l'incident !

Plus de 150 personnes ont été contrôlées sur le centre et ne présentent aucune contamination interne.

7 personnes ont présenté des tâches surfaciques de contamination, ce qui équivaut à une exposition potentielle inférieure à 20µSv (rappelons que la limite d'exposition annuelle pour la population est de 1000 µSv et celle pour les travailleurs de 20000 µSv).

Valduc : membre fondateur du Pôle Nucléaire Bourguignon

Le PNB a été labellisé pôle de compétitivité durant l'été 2005. Les 5 membres fondateurs industriels sont : AREVA, EDF, Valinox nucléaire, SFAR STEEL, Framatome/AREVA et le CEA, auxquels sont venus se joindre des acteurs de la formation (Université de Bourgogne, IUT du Creusot, ENSAM Cluny) ; son objectif est de développer les initiatives de recherche transverse, mettre en commun les besoins de formation, renforcer l'attractivité de la filière nucléaire en terme de recrutement.... Environ 50/60 entreprises ont déjà demandé à intégrer le pôle nucléaire de Bourgogne. Il est également question de créer de nouvelles écoles de maintenance sur les centrales nucléaires, de formations tournées vers le nucléaire... ce qui est considéré pour une majorité comme un point positif pour l'économie de la Bourgogne.

Savoir Comprendre

Tri-annuel
 Edité par la Seiva,
 9 allée Alain Savary
 BP 47870
 21078 Dijon cedex
 Tel / fax : 03.80.65.77.40

Responsable de la publication :
 Eric Finot,
 Président de la Seiva

Rédacteur en chef :
 Emmanuelle Comte,
 Chargée de mission de la Seiva
 Imprimeur : S'Print

Dépôt légal et numéro ISSN : 1277-2879.

Le bulletin Savoir & Comprendre ne peut être vendu, il peut être obtenu à la Seiva ou dans les mairies des communes avoisinant Valduc.